

Avec la majorité municipale je suis convaincue qu'il est possible d'amener le gouvernement à faire marche arrière.


Forts du large mouvement des maires, des élus et des acteurs locaux qui a commencé à se manifester, nous pouvons le contraindre à renoncer à ses projets et à respecter les capacités de décision et d'action des collectivités locales, car elles sont l'un des fondements démocratiques et sociaux de notre République

Je vous donne d'ores et déjà rendez-vous **devant la préfecture à Créteil mardi 26 janvier, aux « trois heures pour le Val-de-Marne »**. Témoignages, vidéos, spectacles vont se succéder, pour dire : **le Val-de-Marne, j'y tiens, notre ville, ses projets, ses services publics, j'y tiens !**

Après ce premier rendez-vous, des rencontres, des actions seront organisées dans notre ville. D'ores et déjà, je vous invite à retourner signé l'appel, comme l'ont déjà fait 40.000 Val de Marnais.

Ensemble, j'en suis persuadée, nous aurons la force de sauver notre service public local.

Claudine CORDILLOT,
Maire



Claudine CORDILLOT,
Maire de Villejuif

La lettre du Maire

21 janvier 2010

Madame, Monsieur,

C'est avec solennité que je m'adresse à vous aujourd'hui car la situation est grave et je suis très inquiète. Un danger sans précédent menace les politiques publiques que notre collectivité met en œuvre au quotidien pour répondre à vos besoins.

Serons-nous encore en capacité cette année et dans l'avenir d'assurer le service public communal qui vous accompagne à tous les âges de votre vie ? Tout-petits, écoliers, jeunes, adultes en recherche d'emploi, de logements, de structures de santé, retraités..., vous êtes les usagers des crèches municipales, de nos écoles, des infrastructures sportives, de culture et de loisirs dont Villejuif est riche ; vous participez à nos actions de soutien à l'emploi, d'aide à la formation, d'organisation des solidarités.

Or avec la suppression brutale de la taxe professionnelle, les projets de réformes territoriales et les tentatives de main mise sur notre urbanisme au prétexte du Grand Paris, notre collectivité se trouve confrontée **à une situation extrêmement difficile qui met en péril l'indispensable service public municipal.**

Elargissons encore le mouvement de défense du service public local

Dans tout le pays de nombreux Maires, Présidents de Conseils généraux et de Régions ont décidé comme moi d'alerter la population. Le congrès des Maires de France, toutes tendances confondues, s'est fait l'écho à l'automne 2009 d'un large refus de ces réformes. Les médias avaient même parlé alors d'une « fronde des maires ». Plus que d'une fronde, c'est de colère qu'il s'agit, car on veut nous priver de la possibilité de construire avec vous des réponses pour développer le territoire et améliorer la qualité de la vie au quotidien.

La suppression de la Taxe Professionnelle, effective depuis le 1^{er} janvier de cette année, est inacceptable au moment où les entreprises bénéficient d'aides massives de fonds publics, réalisent des profits et licencient à tour de bras. On prétend la remplacer par une dotation d'Etat, plafonnée dès 2010 au niveau de ce que nous avons perçu l'an dernier alors que depuis des années nos efforts pour attirer des entreprises en avaient fait une recette évolutive pour mieux répondre aux besoins des habitants. C'est la fin d'un système dynamique, vertueux et solidaire entre les entreprises et le territoire.



Le Val-de-Marne, j'y tiens!
Notre ville, ses projets, ses services publics, j'y tiens !

Nom prénom

adresse.....

Tél. mail

Signature

Coupon à renvoyer par mail (contact@ville-villejuif.fr) ou à déposer à l'accueil de l'hôtel de ville ou d'un équipement public municipal

LeVALdeMARNE
J'Y TIENS!



**“Ma ville,
ses projets,
ses services
publics,
j'y tiens”**



L'indispensable lien solidaire des entreprises et des territoires

Pour ne prendre qu'un exemple, le résultat de nos efforts pour développer un pôle tertiaire dans le quartier nord nous serait confisqué. Ainsi la contribution au budget communal du siège national de LCL, dont le début d'implantation a rapporté 632.000 euros de taxe professionnelle en 2009, devait, lorsque tous les bâtiments seront construits, s'élever à 2.694.000 euros à l'horizon 2011. Avec la réforme, nous en serons injustement privés.

La suppression de la taxe professionnelle est en fait un nouveau cadeau aux grandes entreprises sur le dos des ménages. Une étude de l'Association des Maires de France montre que ceux-ci seront amenés rapidement à assumer 75 % de la charge fiscale locale, contre seulement 25% pour les entreprises. Celles-ci, en même temps, recevront un nouveau cadeau de 11,7 milliards d'euros dès cette année.

La réforme des collectivités territoriales de son côté est mise en place par Nicolas Sarkozy avec l'objectif de museler les contre-pouvoirs locaux, de neutraliser les territoires qui usent de leur autonomie et refusent de se plier à la politique de casse des services publics au profit du libéralisme et des lois du marché. **Avec la suppression à terme des départements** que deviendront les politiques publiques qu'ils mettent en œuvre ?

Le Conseil général mène à bien des actions essentielles pour votre vie

A Villejuif comme dans toutes les communes du Val-de-Marne, c'est le département, à travers son Conseil général, qui subventionne des crèches, construit et rénove les collèges, entretient les infrastructures routières, aménage des espaces verts comme notre coulée verte et le parc des Hautes Bruyères ; il soutient la construction de logements sociaux, assume 50% de la carte Imagine R pour le transport des jeunes, finance le revenu de solidarité active et organise les politiques d'aide sociale ; il subventionne nos associations culturelles et sportives...

Enfin, il y a **la loi sur le Grand Paris** dont l'un des objectifs est de dessiner une métropole, capitale de la finance mondialisée où ceux qui n'ont que leur salaire pour

vivre n'auraient plus place. Pour y parvenir à marche forcée, le gouvernement cherche à dessaisir les populations et leurs élus de tout pouvoir sur l'aménagement de leur territoire, au profit d'une spéculation foncière et immobilière orchestrée directement depuis l'Etat via la Société du Grand Paris. Nous sommes concernés au premier plan, avec l'important pôle multimodal de transports en commun qui se dessine à Louis Aragon. L'Etat s'accorderait le pouvoir de livrer aux promoteurs une grande partie de notre territoire sans que nous ayons voix au chapitre !

Privée de moyens financiers et de réels pouvoirs, notre ville se verrait, comme toutes les communes de France, réduite à n'être plus qu'un simple relai des politiques décidées par l'Etat, chargée d'accompagner les effets de la crise.

Par le biais de ces différentes réformes, on veut contraindre les collectivités à non seulement **prélever toujours plus d'impôts sur les ménages**, mais aussi à **abandonner des politiques innovantes**, à **réduire le service public** dont les habitants ont le plus grand besoin pour mieux livrer ces secteurs d'activités au marché, **ce qui aurait pour conséquence la suppression massive d'emplois.**

3,5 millions d'euros prélevés sur notre budget communal

Pour notre ville, le coût des désengagements successifs de l'Etat et les conséquences de ces réformes représente en 2010 un manque de 3,5 millions d'euros si nous voulons seulement reconduire à l'identique les actions et services mis en œuvre l'an passé.

Ces 3,5 millions d'euros vont nous faire cruellement défaut. Songez qu'ils représentent la totalité du budget des crèches, ou l'équivalent des crédits dédiés à la politique sportive (soutien aux 6000 licenciés de nos clubs, organisation de manifestations, entretien et gardiennage des stades et des gymnases) ; c'est le budget consacré aux accueils de loisirs et aux centres de loisirs des mercredis et des vacances scolaires... C'est aussi l'équivalent de 50% de la masse salariale des personnels affectés dans les écoles, et 92% de celle des agents qui interviennent pour la propreté et le fleurissement de la ville !

